

Carles Puigdemont, l'indépendance dans le sang

- Des milliers de Catalans ont manifesté contre les violences qui ont marqué le référendum d'autodétermination.
- Carles Puigdemont, le président de la Région, est déterminé à mener à bien le projet sécessionniste.

Portrait Maria Udrescu

Le soir du référendum d'autodétermination de la Catalogne, tous les yeux étaient rivés sur Carles Puigdemont, ce quinquagénaire tellement discret qu'il frise parfois la nonchalance, mais décidé à arracher sa Région du giron espagnol. Lorsque son visage, encore méconnu il y a deux ans, est apparu sur les écrans de la Plaza Catalunya au cœur de Barcelone, les milliers de supporters du "oui" à l'indépendance ont bu ses paroles jusqu'à la dernière lettre, dans un silence presque religieux. "Aujourd'hui, avec cette journée d'espoir et aussi de souffrance, les citoyens de la Catalogne ont conquis le droit d'avoir un Etat indépendant qui se constitue sous la forme d'une république", a-t-il annoncé, debout et fier, depuis la Generalitat, avant que les Esteladas ne se lèvent à nouveau aux quatre coins de la région. Deux jours plus tard, à l'heure où l'Espagne patauge toujours dans l'incertitude face à sa plus grande crise institutionnelle des trois dernières décennies, le président catalan n'attend plus que la proclamation de l'indépendance par le Parlement pour toucher du doigt son rêve d'enfance : ériger la Catalogne au rang des nations de ce monde.

Aujourd'hui homme clé de la crise catalane, Carles Puigdemont s'est pourtant retrouvé à la tête de la lutte pour l'indépendance un peu par hasard. La coalition séparatiste Junts pel Si, forte de 62 sièges après les élections régionales de septembre 2015, voulait réinstaller Artur Mas sur le trône de la Generalitat. C'était sans compter le refus de la CUP, parti d'extrême gauche indispensable pour former une majorité, d'offrir son soutien à cet orthodoxe de l'austérité, leader du parti PDECAT (anciennement Convergència Democràtica de Catalunya, CDC) éclaboussé par des affaires de corruption. "Il fallait alors trouver quelqu'un qui ne soit pas trop connu, pas trop proche des figures traditionnelles du parti, quelqu'un dont l'image n'avait pas été contaminée par les scandales de corruption. Ensuite, il fallait quelqu'un qui ne risque pas de faire de l'ombre à Oriol Junqueras, actuellement vice-Président de la Catalogne, mais qui soit en même temps très déterminé à poursuivre la cause de l'indépendance", explique le politologue Pablo Simon Cosano.

"L'Etat espagnol n'est pas notre Etat"

Or, si Carles Puigdemont, alors maire de Gérone, n'était pas encore une figure connue en Catalogne, il est bel et bien indépendantiste jusqu'à la moelle. "Je suis né pendant la dictature, j'y ai vécu pendant treize ans. La dictature, je ne l'ai pas choisie. Ensuite, je n'étais pas en âge de voter ni la Constitution, ni l'Estatut de 1979. Et l'Estatut qui est appliqué aujourd'hui en Catalogne n'est pas celui que nous avons voté. Finalement,

notre génération n'a rien décidé. Et nous sentons que l'Etat espagnol n'est pas notre Etat. C'est un Etat qui est contre la Catalogne. Un Etat qui nous demande de ne plus être Catalan pour être un citoyen de premier rang", nous expliquait-il avec ferveur lorsque nous l'avons rencontré en juin.

Bercé au son du nationalisme depuis sa naissance à Amer, une bourgade de la province de Gérone où ses parents tenaient une petite pâtisserie, Carles Puigdemont était un séparatiste "pur et dur" avant l'heure, à l'époque où cette conviction n'était encore l'affaire que d'une minorité de Catalans. Depuis les bancs de l'université, où il étudie le journalisme et la philologie, il s'attelle à défendre la langue et la culture catalane au sein de La Crida, mouvement ultranationaliste. Il cofonde à Gérone les Jeunesses nationalistes de Catalogne, proche de la CDC, joyau politique de Jordi Pujol, dit "le père de la nation catalane".

Un homme qui n'a rien à perdre

Même lorsqu'il emprunte la voie du journalisme, Carles Puigdemont ne met pas de côté ses ambitions indépendantistes. Au contraire. "Puigdi", comme le surnomment ses proches, porte son combat sur le front médiatique, en devenant rédacteur en chef du journal "El Punt", avant de créer l'Agence d'informations catalanes (ACN), puis "Catalonia Today", une revue en anglais destinée à faire rayonner la région au niveau international. Ce n'est qu'en 2006 qu'il se lance en politique, en tant que député catalan du CDC, non pas par amour du pouvoir, mais toujours pour la cause. Cinq ans plus tard, il met fin au règne des socialistes à la mairie de Gérone, qu'il s'empresse de rebaptiser "Girona", en catalan, avant qu'il ne soit propulsé, contre toute attente, aux manettes de la Generalitat en 2016.

Depuis un an et demi, Carles Puigdemont mène son combat pour l'indépendance d'une main de fer, n'hésitant pas à défier les lois espagnoles et à se débarrasser des ministres trop modérés qui affichent ne serait-ce qu'une once de complaisance à l'égard de Madrid. Après tout, il n'est pas de ces politiciens qui calculent leurs moindres faits et gestes pour s'assurer une nouvelle victoire. Dépourvu de toute ambition politique, certain de ne pas se représenter aux élections, ce natif de Gérone n'a plus rien à perdre et toute sa détermination à offrir. Selon Pablo Simon Cosano, "c'est très difficile de savoir si Carles Puigdemont suit sa propre stratégie ou s'il doit respecter la stratégie qui permet de maintenir un équilibre au sein de cette plateforme indépendantiste hétérogène, qui regroupe tant d'acteurs différents. Mais ce qui est clair, c'est que dans sa tête, il vaut mieux être le président emprisonné de la République catalane plutôt que le leader habilité par la Cour suprême de l'Espagne".

Grève générale sur fond de tensions maximales

Paco Audije
Correspondant à Madrid

Barcelone a vécu mardi sous le signe de la grève et des manifestations "contre la brutalité policière". En réalité, c'est toute la Catalogne qui a été touchée par cette mobilisation et une certaine confusion régnait sur les revendications de la journée ou sur les "organisateur" de ces manifestations. Le trafic a été interrompu sur de nombreux tronçons d'autoroutes, y compris la AP-7 qui mène vers la France. A plusieurs endroits de la région, les paysans ont bloqué les routes avec leurs tracteurs. Des employés aux professeurs d'université, en passant par les conducteurs de transports en commun, les petits commerçants, tous ont largement suivi les différents appels venus aussi bien du monde syndical que des milieux associatifs ou politiques pour débrayer.

Lundi, déjà, sur l'avenue Via Laietana de Barcelone, le trafic était interrompu par un groupe arborant des drapeaux de la CGT (d'inspiration anarco-syndicaliste, à ne pas confondre avec la CGT française). C'est justement cette organisation non-indépendantiste qui a joué un rôle décisif dans l'appel à la grève. Avec d'autres organisations syndicales minoritaires, la CGT avait déposé – bien avant la date du référendum – un préavis de grève générale "de neuf jours" à partir du 3 octobre. L'appel à la grève avait été déposé deux jours après les 14 arrestations de fonctionnaires liés à l'organisation du référendum.

Au début, les deux grandes confédérations syndicales, CCOO et UGT, s'étaient démarquées de l'initiative, mais les minoritaires et les associations indépendantistes ont maintenu leur

appel à lutter contre "le non respect permanent des droits fondamentaux". Les charges policières du dimanche ont renforcé l'appel au débrayage. Ce mouvement de grève a aussi pu compter sur le soutien (au moins public) de nombreux patrons ainsi que des autorités publiques.

Plusieurs profs de l'université ont exprimé leur colère. "Nous étions obligés de faire grève, d'une manière ou d'une autre. Il ne s'agit pas de l'exercice d'une liberté, même si on est d'accord pour refuser la brutalité de la police. Nos autorités nous obligent à faire grève en fermant les transports et en nous disant que nous ne perdrons pas le salaire de cette journée de grève." Par ailleurs, l'usine Seat (groupe Volkswagen), située à Martorell (banlieue de Barcelone) a fonctionné, elle, normalement.

Tensions extrêmes

Les manifestants ont encerclé un important commissariat de Barcelone. Plusieurs journalistes envoyés en Catalogne ont été harcelés et menacés. Rafael Hernando, porte-parole parlementaire du parti populaire (PP, droite), a accusé les autorités indépendantistes de "désirer voir un mort dans les rues". Selon le gouvernement, environ 400 agents de police ont été blessés ou frappés pendant la journée du référendum. Le ministre de l'Intérieur accuse le président de Catalogne "d'attiser la haine et pousser les gens vers la rébellion". Le PSOE (parti socialiste ouvrier espagnol) et Podemos (gauche alternative), eux, ont critiqué le gouvernement. Mais le PSOE refuse de soutenir une motion de censure qui ferait tomber le Premier ministre Rajoy dans un moment très délicat. Un discours du roi Felipe VI était attendu tard dans la soirée.

2 QUESTIONS À

Josep Maria Alvarez Suarez
Secrétaire général de l'UGT.

1 Pourquoi l'UGT participe-t-elle à cette grève générale ?

Pour nous, il ne s'agit pas d'une grève générale, mais d'un débrayage contre la manière dont la police est intervenue pour empêcher les Catalans de s'exprimer. Dans ce contexte, nous devons désavouer le gouvernement Rajoy. En même temps,

nous sommes conscients que le référendum ne présentait pas du tout les garanties qu'il aurait dû avoir. Mais l'action de la police a été totalement disproportionnée et le gouvernement Rajoy est responsable. Je sais que d'autres ont appelé à la grève, mais ce n'est pas le même combat. La Catalogne n'a pas besoin de grèves générales, ni d'interventions policières (ou très peu), ni de certaines interventions judiciaires. Pas besoin non plus de décisions unilatérales.

2 Comment trouver une solution ?

Il faut que le gouvernement espagnol et la Generalitat s'assoient pour

négocier. Ensuite, il faudra voir si l'issue de ces conversations est un nouveau statut d'autonomie ou une consultation populaire sur les rapports possibles de la Catalogne avec l'Espagne. Dans les deux cas, les Catalans doivent pouvoir s'exprimer. Malheureusement, il y a une utilisation politique permanente des citoyens. Cela ne résout rien. Pire, c'est paralysant. Ça divise. Je crois que la situation peut s'arranger si, de part et d'autre, il y a le respect et la volonté de se parler pour vivre en paix et en liberté.